

Décembre en rouge, blanc

Si dans la mythologie grecque, Mars est le dieu de la guerre, décembre constitue, pour nous Algériens, le mois de l'intersection des actions fastes et néfastes de la guerre de Libération nationale et de la révolution. D'aucuns verront une sorte de pléonasme dans ces deux termes. Je ne peux que les inviter à revoir et à analyser le contenu et le sens du premier couplet du deuxième septain de l'hymne national, qui énonçait, dans le feu de l'action :

**«Nah-nu djundûn fî sabîl el-haq
thur-nâ, Wa ilâ stiqlâlî-nâ, bîl'harb
qûm-nâ.»**

«Nous soldats, nous menons une révolution pour l'instauration de la justice, et pour l'indépendance, nous avons déclenché une guerre.»

Donc, le combat du 1^{er} novembre 1954 au 19 mars 1962 était à la fois une guerre et une révolution : une guerre contre le colonialisme français qui a su affiner ses armes de division et de colonisation sans partage, et une révolution au sein du peuple pour lutter contre toute forme d'idolâtrie, de fanatisme religieux ou d'exploitation de l'homme par l'homme, tout en s'imprégnant des principes et des idéaux d'unité nationale et de cohésion sociale fondées sur l'égalité de tous les citoyens, en droits et en devoirs, sans distinction d'aucune sorte. Mais l'ennemi, au contact direct avec les réalités internes et externes, et rompu aux bouleversements aussi rapides qu'inattendus, avait plus de mille tours dans sa besace pour ouvrir des failles et des brèches dans les obstacles qu'il pouvait rencontrer. Sa devise préférée «diviser pour mieux régner» est vite mise en branle, dès le déclenchement du 1^{er} novembre 1954. Outre les arrestations opérées dans les milieux nationalistes et les exactions au sein de la population (viols, matraquages, de 24 nationalistes habillés en civil, dans le seul mois de novembre,...), l'ennemi procédera à la mise en place, par personne interposée, le MNA (Mouvement national algérien) pour succéder au MTLN (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) devenu désuet aux yeux de la puissance occupante. C'était un certain 14 décembre 1954, un mois et demi du 1^{er} novembre 1954, et 5 mois après le congrès d'Hornu (Belgique) où les émissaires de Krim Belkacem étaient convaincus des manœuvres dilatoires de la direction du parti. Cette poussée du nouveau sigle ressemble étrangement à celle échafaudée en 1937 où l'on verra le PPA (Parti du peuple algérien) étouffer dans l'œuf le PUA (Parti pour l'unité et l'action) lancé par Imache Amar, ancien secrétaire général de l'ENA (Étoile nord-africaine) et de la GENA (Glorieuse étoile nord-africaine) qui n'a eu de cesse d'avoir des démêlés avec le «zaïm». La lettre lancée par le créateur du PUA, aussi instructive que pathétique, étale au public la véritable personnalité de Messali Hadj qui ne cessait de faire de la diversion (voir annexe n°1).

Mais les conditions et les circonstances n'étant pas les mêmes, le FLN (Front de libération nationale) réussissait là où le PUA a échoué. Cela ne peut s'expliquer que par la prise de conscience et l'unité d'action, après tant de décennies de «zaïnisme», d'hésitations, de diversion et de manœuvres dilatoires. La première confrontation entre le FLN et le MNA eut lieu à Alger où ce dernier a lancé un mot d'ordre à la population pour boycotter les

commerçants mozabites, très nombreux dans cette agglomération. Cette action de division des masses populaires a lamentablement échoué devant la réaction rapide de l'organisation tissée par le FLN, sous la direction intelligente et éclairée de Abane Ramdane et l'adhésion, corps et âme, au combat libérateur, de l'un des plus illustres fils du M'zab, qui avait composé de sa cellule de prison, sur demande de ce dernier (Abane) et par l'intermédiaire d'Amara Rachid le plus bel hymne offert à la liberté et à la souveraineté nationale. De son crû, de son âme, le poète révolutionnaire, Moufidi Zakaria, a su répondre à l'appel de la nation et, par-là, contribuer, à la mise en échec d'une opération qui aurait pu tourner à l'avantage du MNA et des services psychologiques de la puissance coloniale.

Si décembre 1954, noirci d'un gros nuage porteur de probables intempéries, s'est éclairci à la satisfaction de tous, il n'en fut pas de même de décembre 1957 qui prendra une teinte lugubre et macabre. L'idéologie et la méthodologie «harkistes» — harki ne vient-il pas du terme haraka ou mouvement donc du MNA — auront présidé à l'assassinat, le 27 du mois, l'un des plus illustres des membres du CCE (Comité de coordination et d'exécution), Abane Ramdane. Incriminer les uns ou les autres dans cet abominable assassinat qui a retardé l'avènement de l'indépendance n'éclaire pas l'acte, en lui-même, d'autant que les auteurs ne sont plus de ce monde. Abane Ramdane était trop grand pour ne pas constituer une cible préférée de l'ennemi et de ses agents bien imprégnés de la politique d'assimilation. Il était déjà ciblé lors de l'interception de «l'appel aux intellectuels algériens», paru le 1^{er} avril 1955. La colonel Schoën a vu, en l'auteur du tract, «un cerveau» qui risquait de faire évoluer «la révolte des indigènes» en révolution. Il suffisait de créer un climat suspicieux pour mettre la machine infernale en marche. Les premiers à se manifester, dans ce branle-bas de combat, étaient ceux qui n'ont pas eu le courage de faire la dure et dangereuse route du maquis pour rejoindre le congrès de la Soummam, alors qu'ils en étaient avisés dès le mois de février 1956. Ils feront tout pour rendre caduques la primauté du politique sur le militaire, de l'intérieur sur l'extérieur, la responsabilité collégiale pour lutter contre le «zaïnisme» générateur de plusieurs crises au sein du nationalisme. L'arrestation des «cinq», le 22 octobre 1956, apportera de l'eau au moulin adverse, puisque l'ennemi aura récupéré la plateforme de la Soummam et le CCE aura l'intelligence de la publier dans un numéro spécial d'*El-Moudjahid*, daté du 1^{er} novembre 1956, pour éviter toute exploitation insidieuse de la part de l'ennemi.

Mais ce qui vaudra son élimination, sans état d'âme, procédera du rapport qu'il a présenté, au nom du CCE, à la session du CNRA (Comité national de la révolution algérienne), en août 1957. Avec l'honnêteté intellectuelle et le courage qui le caractérisaient, il avait mis le doigt sur la plaie qui rongait le système mis en place, hors frontières. Il y dénonçait le caractère islamique de la future République algérienne prôné par certains et qu'il considérait comme démagogique (voir annexe n°2 extrait du rapport), le train de vie mené par les responsables de l'extérieur (voir annexe n°3, extrait du rapport). Avec ces deux vérités irréfutables, il était advenu que son destin était ceint. Lors de cette session, les principes ci-dessus énoncés seront remis en cause et Abane Ramdane sera relégué au poste de chef du département «information», dans un CCE élargi de 5 à 9 membres, et un

CNRA dont le nombre sera porté à 54 au lieu de 34. Son assassinat n'était l'œuvre ni de X ni de Y. Elle est à toutes à l'actif de l'ennemi qui avait infiltré les rangs. Mais ne dit-on pas qu'il n'y a pas de guerre propre ? Robespierre n'était-il pas victime de la Révolution française ? Pour les jeunes générations et pour que le pays aille de l'avant, la concrétisation du message de Novembre 1954 est la meilleure façon et la plus noble de rendre hommage à Abane Ramdane, dont l'espèce est rare, en ce bas monde. Son élimination physique, avec celle de Larbi Ben M'hidi en mars 1957, avait facilité la mise en place d'une stratégie de pouvoir dont les wilayas de l'intérieur souffriront énormément du fait de l'arrêt de leur approvisionnement en armes et en munitions.

Cela dit, passons à décembre 1958, le 10 plus exactement, qui nous amènera l'une des conséquences du dévoiement, des principes fondamentaux de la plateforme de la Soummam. Avec les activités sans relâche de l'ALN, symbolisées par l'enlèvement du poste militaire de Hourrane (M'sila) où pas moins de 35 charges de mulet d'armes, de munitions et d'effets militaires ont été récupérées, avec 17 prisonniers de l'armée française dont le lieutenant Dubos, les munitions ne pouvaient que diminuer au fil des jours. Bataillons, compagnies de régions et sections de secteur mettaient, sous abri, les armes collectives et n'en gardaient que les individuelles. En outre, la nouvelle lancée par le mensuel *El-Moudjahid* à propos «de la tombée au champ d'honneur de Abane Ramdane à l'intérieur» suscitait maintes interrogations au sein des responsables de wilayas historiques, d'autant plus qu'aucun d'eux ne l'avait confirmée sur sa circonscription respective. L'on verra, alors, le colonel si Amirouche, chef de la Wilaya III historique, envoyer des émissaires, à travers le territoire national, pour une concertation commune pour la prise de décisions à même de sauver le combat libérateur. La rencontre aura lieu le 10 décembre 1958, dans les maquis d'Ouled Askeur (Tahen) en Wilaya II historique. Seuls deux chefs de Wilaya avaient fait faux bond, à savoir le colonel Ali Kafi qui avait délégué Lamine Khen et celui de la Wilaya V. Les quatre autres (Hadj Lakhdar (W. I), si Amirouche (W. III), si M'hamed Bouguerra (W. IV) et si El-Houas de la Wilaya VI) avaient pris le taureau par les cornes pour faire le point et demander des comptes, notamment l'arrêt de l'acheminement d'armes et munitions, vers l'intérieur et la disparition de Abane Ramdane. Les congressistes ont délégué les colonels si Amirouche et si El-Houas pour voir de visu ce qui se passait à Tunis, que ce soit au CCE ou au GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne) qui venait d'être créé le 19 septembre 1958. Nous savons tous ce qu'il était advenu de ces deux héros, le 28 mars — et non le 29 — au Djebel Thameur, près de Bou-Saâda. La version donnée par un ancien capitaine, le 2 décembre 2012, au musée du Moudjahid de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la journée d'étude sur le colonel Akli Mohand Oulhadj, qui avait succédé à si Amirouche en Wilaya III historique est truffée de mensonges et dénuée de fondements, lorsque l'on sait que la Wilaya III ne disposait plus de postes de transmissions, après l'explosion de la batterie qui avait tué les trois techniciens et blessé «Amghar» et un lieutenant de l'ALN. En outre, il n'avait aucune prérogative pour communiquer avec l'extérieur, les responsables de la wilaya III confiant leurs messages à la Wilaya II pour transmission à Tunis.

**Ouali Aït-Ahmed,
ancien officier de l'ALN**

Une année après, le 26 décembre 1959, le général de Gaulle, président de la République française, écrivait à ses troupes (voir annexe de mon article paru dans *le Soir d'Algérie* du 31/10/2012) que la situation s'assombrissait, pour son pays, malgré tous les moyens matériels et humains mis à leur disposition. Il mettait en exergue l'échec total devant le FLN et le GPRA, malgré le déséquilibre flagrant des forces en présence, passant sous silence l'existence du MNA puisque faisant partie de ses troupes, tout comme les harkis, les goudiers, les chefs d'ilot et les collaborateurs de tout acabit.

Décembre 1954, avec la création du MNA par Messali Hadj, décembre 1957 et le 27 avec l'assassinat de Abane Ramdane, décembre 1958 et le 10, avec la réunion des chefs de wilaya dans le Nord constantinois, décembre 1959 avec la lettre du général de Gaulle à ses troupes, ce mois vire du noir au rouge avec des éclaircies plus ou moins nettes, portant des traces de pourpres ou de couleurs de feuilles d'automne. Mais le ciel brillera de ses mille feux, durant les Sept glorieuses, allant du 9 au 15 décembre 1960. Nous avons tendance à ne mettre en relief que la journée du 11, alors que son amplitude de dimension nationale n'était que la réplique de l'onde de choc dont l'épicentre se situait à Aïn Témouchent, un certain vendredi 9 décembre, jour de marché. Cette ville faisait partie du calendrier de visite du général de Gaulle. Après les manifestations d'ultra et de fils de colons à Tlemcen, première étape de son périple à travers l'Algérie, les militants du FLN s'étaient infiltrés parmi la foule qui remplissait le marché pour passer des mots d'ordre, dans le cas où le colonat imiterait la scène qui s'était déroulée à Tlemcen. Lorsque de Gaulle arriva à Aïn Témouchent, c'était un déferlement des «pieds noirs» qui hurlaient à tue-tête «Algérie française». Les contre-manifestations ne tarderont pas à sortir du marché pour gagner toute la ville. La peur avait changé de camp, avec les slogans du FLN «Algérie algérienne». Accolés aux postes transitoires, au PC de la Wilaya III historique dans l'Akfadou, nous suivions le cours des événements.

L'embrasement avait gagné les villes proches dans les moments qui suivaient. Le lendemain, d'autres villes se soulevaient en poussant les mêmes slogans pour une Algérie indépendante. L'onde de choc gagna tout le territoire national, le 11 décembre, dont la plus forte se situait à Alger où des centaines de morts ont été signalés, avec en tête, la jeune Saliha Ouatiki originaire de Tizi-Ouzou, âgée de 12 ans, tombée raide morte l'emblème national à la main.

Les manifestations continueront jusqu'au 15 décembre, diminuant d'intensité, à mesure que les jours passaient. L'appel au calme lancé par Ferhat Abbas, président du GPRA pour féliciter les masses populaires et préserver cette énergie en mesure de démolir des montagnes, a été suivi sans rechignement ni grogne. La bombe explosée, plus puissante que la bombe atomique qui détruisit Hiroshima, ne tarda pas à ébranler les coulisses de Manhattan où la délégation menée par Krim Belkacem a reçu un tonneau d'applaudissements et d'ovation qui ne tarderont pas à être suivis par le bruit assourdissant que faisait Nikita Khrouchtchev, président du Soviet suprême (URSS) à l'aide de sa chaussure sur le pupitre, afin de rallier, à la cause algérienne, les chefs d'Etat,